



MÉTAPORTRAIT
DES PUBLICATIONS
PORTANT SUR LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
À MONTRÉAL
DEPUIS 2006

CONTEXTE

L'édition 2017 du rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* qu'à Montréal, le pourcentage des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave était de 11 %, comparativement à une moyenne canadienne de 8 %. Pourtant, une multitude d'acteurs communautaires, privés, gouvernementaux et philanthropiques se consacrent à cet enjeu. À peu près dans les mêmes temps, le conseil d'administration de la Fondation du Grand Montréal (FGM) adoptait les Objectifs de développement durable des Nations Unies pour guider ses orientations, notamment l'objectif « Faim Zéro ». Après avoir consulté un grand nombre d'intervenants dans la lutte contre la FGM a constaté la nécessité de se doter d'une représentation de l'écosystème en sécurité alimentaire, pour se comparer à d'autres villes et déterminer les investissements requis grâce à une vision d'ensemble de l'écosystème en sécurité alimentaire, qui inclut en son cœur le problème de la faim. La FGM a alors mis sur pied un groupe de travail pour favoriser le partage des connaissances, mobiliser les acteurs de l'écosystème et envisager une action collective. L'objectif de la démarche ainsi lancée est de dresser, de façon collaborative, une représentation de l'ensemble des connaissances, des acteurs, mais aussi des défis et des opportunités sur le territoire. Il ne s'agit pas d'une solution miracle ou clé en main qui éliminera la faim dès demain, mais d'une démarche qui permettra d'établir les bases de préciser les stratégies et de mieux guider les investissements collectifs à réaliser pour lutter contre l'insécurité alimentaire grâce à une vision et une action intégrées sur notre territoire.

Constitution du groupe stratégique (octobre 2018)	Le mandat du groupe est de partager les connaissances et de mobiliser les acteurs de l'écosystème, de participer à la validation et à la diffusion des résultats du projet, et d'identifier des solutions concertées et orientées vers l'action collective.
- Centraide du Grand Montréal	
- Le Conseil du système alimentaire montréalais (Conseil SAM)	
- Le Dépôt centre communautaire d'alimentation	
- La Direction régionale de santé publique (CIUSSS - Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal)	Sur cette optique, le groupe stratégique s'est engagé dans une démarche de cartographie écosystémique inspirée de celle qui a été menée par la Victoria Foundation de 2012 à 2013. La première étape de cette initiative collaborative a consisté à réaliser un métaportrait des articles, rapports et autres sources de connaissances qui contribuent explicitement à éclairer l'enjeu de la sécurité alimentaire à l'échelle de l'île de Montréal.
- La Fondation du Grand Montréal	
- La Fondation Lucie et André Chagnon	
- La Fondation McConnell	
- Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)	
- Le groupe McKinsey	
- Moisson Montréal	
- La Ville de Montréal	
- Récolte	
- Esplanade	
	Les objectifs de ce métaportrait sont triples :
	1. Identifier les zones d'ombre dans nos connaissances collectives du territoire
	2. Se doter d'un point de départ commun et d'une vision d'ensemble pour le reste de la démarche
	3. Susciter des projets de recherche complémentaires pour éclairer les zones d'ombre identifiées et aller vers une réelle évaluation de la sécurité alimentaire à l'échelle de l'île de Montréal

Et après?

Le projet de cartographie écosystémique est la première étape d'une démarche à long terme qui vise à réduire la faim et à améliorer la sécurité alimentaire sur l'île de Montréal, ainsi qu'à ancrer l'approche écosystémique dans les pratiques des acteurs. Le Métaportrait des publications portant sur la sécurité alimentaire à Montréal depuis 2006 alimentera la dizaine de séances collectives qui seront organisées entre septembre 2018 et le printemps 2019 pour recueillir les connaissances tacites d'acteurs les différentes parties prenantes du territoire. Leurs facteurs-clés de succès et les dynamiques qui les

MÉTHODOLOGIE

UNE APPROCHE INTÉGRÉE ET COLLECTIVE

Le rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* (2017), qui a poussé la FGM à enclencher la démarche de cartographie écosystémique, est structuré autour de dix des objectifs de développement durable des Nations Unies. L'un d'entre eux, « Faim Zéro », est ainsi « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition ». La FGM a choisi de s'engager dans cet objectif en luttant contre l'insécurité alimentaire, en particulier chez les enfants. Pour Statistique Canada, l'insécurité alimentaire se réfère à un « accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières » (Tarasuk, 2018).

À Montréal, 11,3 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire, selon le rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* (2017). La gravité de cet enjeu social et de santé publique fait l'objet d'un consensus dans les milieux universitaires, institutionnels et communautaires. Étant étroitement lié à d'autres enjeux sociétaux actuels, il est aussi visé, directement ou indirectement, par plusieurs politiques, programmes et cadres de référence gouvernementaux (voir Annexe 1). Pour résumer cette complexité et bien comprendre les enjeux inquant sur notre territoire en vue de faciliter les actions collectives, notre approche se fonde sur trois concepts interreliés : la sécurité alimentaire, l'approche écosystémique et l'évaluation de la sécurité alimentaire d'une communauté (ou ÉSAC). La démarche est innovante et ambitieuse, d'où l'importance de prendre le temps de bien la définir.

L'adoption d'une approche écosystémique pour aller vers la sécurité alimentaire

L'approche écosystémique est « une stratégie d'analyse et d'action qui considère l'élément traité comme partie intégrante d'un écosystème, soit un complexe dynamique et cohérent formé [des humains et autres organismes vivants, et de l'environnement dans lequel et avec lequel ils interagissent] » (Vivre en ville). Elle vise à préserver la viabilité de nos écosystèmes et leurs fonctions essentielles aux activités humaines. Appliquée à la question de la sécurité alimentaire, cette approche implique de considérer toutes les activités de la chaîne alimentaire locale, mais également les acteurs qui jouent un rôle, leurs relations, ainsi que les interactions avec les écosystèmes naturels affectés tout au long de la chaîne. Elle permet ainsi d'intégrer la complexité inhérente au système agroalimentaire avec, comme objectif, la sécurité alimentaire de notre communauté (Cole, 2018; TEEB, 2018).

Cette approche est pertinente pour notre démarche puisqu'elle inclut la faim comme un enjeu majeur, va au-delà en se donnant comme vision la résilience, la santé, la dignité et l'autosuffisance de la communauté (IUCN, 2013). Elle aide à s'attaquer à des enjeux complexes ayant des causes multiples, comme c'est le cas pour l'insécurité alimentaire, tout en brisant les silos présents au long de la chaîne alimentaire (Ericksen, 2007). Considérer l'insécurité alimentaire sous l'angle du dépannage d'urgence et comme un enjeu à part et autonome revient à laisser de côté des causes et des acteurs majeurs et présente le risque de générer des solutions inefficaces qui pourraient même avoir des impacts socio-écologiques négatifs à long terme (National Research Council and Institute of Medicine, 2013; IUCN, 2013). Or, l'approche écosystémique pallie ces risques en aidant à identifier les enjeux sous-jacents et en offrant un cadre d'action intégré permettant de peindre un portrait nouveau et complet qui intègre l'insécurité alimentaire à la sécurité alimentaire.

Pour bien démarrer : une évaluation de la sécurité alimentaire de la communauté

TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) est une initiative lancée dans le cadre du programme des Nations Unies pour l'environnement qui rassemble des scientifiques, des décideurs politiques et des représentants de producteurs de plus de trente pays. Dans un rapport publié en 2018, ce groupe appelle à une « pensée systémique » pour générer des solutions qui prennent en compte la complexité de la question de la sécurité alimentaire et affirme que la sécurité alimentaire des communautés est une condition préalable nécessaire à la sécurité alimentaire individuelle.

Comment appliquer cette recommandation?

Elle commençant par évaluer nos écosystèmes alimentaires locaux.

La démarche dite « *community food security assessment* (évaluation de la sécurité alimentaire d'une communauté, ou ÉSAC) est régulièrement

appliquée depuis quelques décennies aux États-Unis mais dans d'autres communautés au Canada. Elle a comme point de départ les besoins alimentaires des communautés à bas revenus et vise à concevoir des stratégies collectives appropriées et cohérentes (qu'elles soient économiques, politiques ou communautaires) pour améliorer la sécurité alimentaire à l'échelle locale

MÉTHODOLOGIE

Bien qu'il ne constitue pas une méta-analyse au sens académique du terme, le métaportrait a été réalisé selon une méthodologie s'inspirant d'une démarche de méta-

ant d mo22un0l1marc 351mtechn déet choixu sens (ant d'une niRi51-Td r1marcla 351alcurit é Tpmentaire

Principales étapes de l'analyse par mots-clés :

1. **Création des listes de mots-clés** : Identifier les différents enjeux et caractéristiques de la sécurité alimentaire abordés dans le cadre de chacune des études répertoriées sous la forme de mots-clés (de 4 à 7 mots selon le cas). Lorsque les auteurs proposaient une liste de mots-clés pour leur étude, celle-ci était révisée et, au besoin, complétée.
2. **Classification des mots-clés** : Associer les mots-clés relevés aux différentes dimensions de la sécurité alimentaire selon les trois concepts présentés plus haut.
3. **Analyse quantitative des résultats** : Comptabiliser l'occurrence de chacune des dimensions dans l'ensemble des documents recensés.

Analyse des constats et des recherches complémentaires suggérées par les auteurs

L'analyse de l'information recueillie sur les constats et les recherches complémentaires suggérées a été traitée au moyen d'une approche purement qualitative. D'abord, l'information a été repérée dans chacun des documents recensés, puis répertoriée dans la matrice multicritères.

Ensuite, un regroupement des idées a été effectué en catégories déterminées de façon empirique afin de

présenter de façon plus synthétique le regroupement global de l'information recueillie sur les constats et les recherches complémentaires suggérées par les auteurs.

FAITS SAILLANTS DE L'ANALYSE QUANTITATIVE

Les 48 documents recensés ont été intégrés à la matrice de synthèse. Une première analyse de type qua

La majorité des publications recensées n'ont pas été commandées par un mandataire. Parmi celles qui l'ont été, huit ont été commandées par le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), qui est ainsi le mandataire le plus important. De plus, le MSSS arrive

Implication des sujets et des bénéficiaires des publications

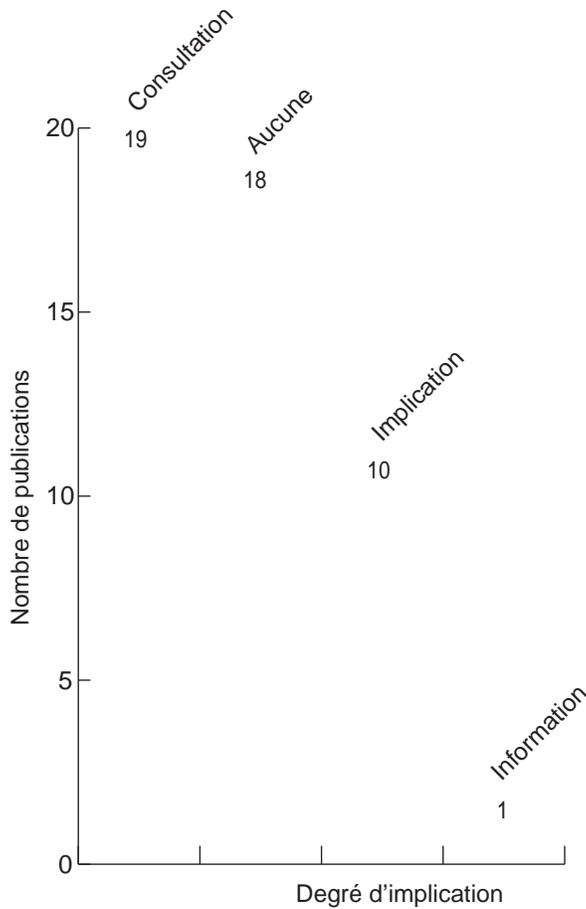


Schéma 6. Prévalence de chaque degré d'implication des sujets dans les publications

- > La consultation est la manière privilégiée d'impliquer les sujets et les bénéficiaires
- > Plus d'un tiers des publications n'impliquent pas du tout les sujets ni les bénéficiaires
- > La pratique consistant à associer les sujets et bénéficiaires au projet est relativement récente : la première publication à les impliquer réellement dans tout le processus (élaboration du cadre, de la stratégie, etc.) date de 2012, et plus des deux tiers des publications ayant intégré une activité de consultation sont parues en 2015 et après

Type d'approche (quantitative, qualitative ou mixte)

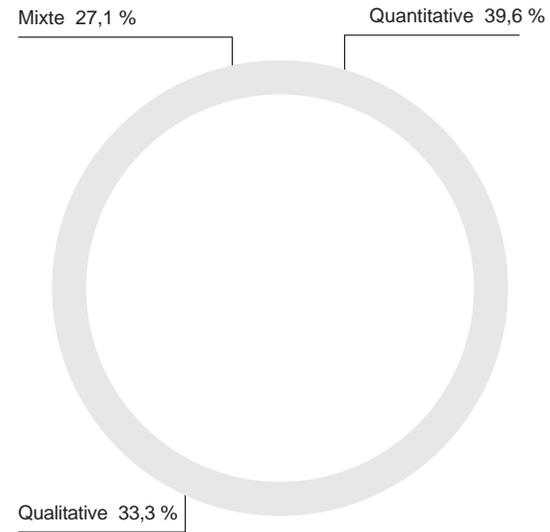


Schéma 7. Type d'approche utilisé

On remarque un équilibre entre les différentes approches.

Tableau 2. Occurrences des dimensions d'une ÉSAC dans les publications

Dimensions d'une ÉSACans les publications

Résultats de l'analyse des constats

Nous avons choisi de répartir les constats répertoriés en trois catégories qui apportent chacune un angle de vue différent sur l'état actuel des connaissances sur la sécurité alimentaire à Montréal dans le cadre de notre métaportrait, soit :

- > Les déterminants de la sécurité alimentaire
- > L'identification des freins à notre connaissance de l'enjeu
- > L'identification de leviers permettant de faire progresser cette connaissance

Les déterminants de la sécurité alimentaire

Les déterminants peuvent être classés selon qu'ils sont à caractère individuel ou collectif. Parmi les facteurs sociodémographiques répertoriés dans le cadre de référence en matière de sécurité alimentaire (DSSP, 2008), on note :

- > Un faible revenu
- > Un faible niveau de scolarité
- > La monoparentalité
- > L'appartenance à une communauté ethnique minoritaire
- > L'appartenance à un ménage de grande taille

Parmi les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire, ce même cadre nomme :

- > L'environnement interpersonnel, qui comprend la culture alimentaire et la famille
- > L'environnement physique
- > L'environnement économique et social
- > Les politiques publiques

Il existe un consensus scientifique assez fort sur les principaux déterminants de la sécurité alimentaire à Montréal. Ce qui fait parfois l'objet de nuances dans la communauté scientifique est davantage l'importance d'un critère par rapport à un autre ainsi que l'effet combiné des différents facteurs entre eux en raison du caractère statistique qu'il représente (Daniel et al., 2009;

Robitaille et al., 2013; Rodier et Durif, 2015; Perez et al., 2017). De plus, l'un des aspects qui a été mis en lumière par plusieurs études est la variation de ces facteurs selon des critères individuels tels que l'âge, le genre et les facteurs sociodémographiques (Lebel et al., 2012; Mercille et al., 2012; Clary et al., 2014). Ces observations amènent plusieurs de ces chercheurs à conclure en la nécessité de mener des études longitudinales sur des segments spécifiques de la population afin de mieux cerner l'effet des déterminants de la sécurité alimentaire sur les populations les plus vulnérables.

Dans le cadre de référence adopté en 2008 par le MSSS, un des facteurs qui a été mis au second plan quant à son importance sur la sécurité alimentaire est la littératie alimentaire des ménages, c'est-à-dire la connaissance et le savoir-faire permettant aux ménages de choisir et de préparer des aliments sains. Pourtant, des études plus récentes semblent indiquer qu'il y a une perte importante de ces connaissances au sein de la population, perte encouragée par les tendances sociétales d'éloignement entre le consommateur et la source des aliments ainsi que le manque de temps pour préparer la nourriture couplé à la facilité de se procurer des aliments prétransformés (Florent, 2017; Rodier et Durif, 2015; Yorn et al., 2012).

L'identification des freins à notre connaissance de l'enjeu

Notre analyse des constats présentés par les auteurs de publications recensées nous a permis de dresser une liste d'éléments qui apportent un éclairage sur les raisons qui

limitent notre connaissance de l'enjeu qu'est la sécurité alimentaire à Montréal. Nous appelons ces limites scientifiques des « freins » à notre connaissance et à notre capacité d'agir sur l'enjeu. Le tableau 3 présente une liste de ces freins par ordre chronologique.

Tableau 4. Leviers pour le développement des connaissances et des actions

Année	Description	Source
2009	Intervention possible à travers les règlements de zonage	Daniel et al.
2010	Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine (production, inclusion, entraide, éducation, alimentation saine)	Duchemin et al.
2011	Émergence de nouveaux modèles d'approvisionnement basés sur la solidarité, la coopération et l'appartenance au milieu	Enriquez et Klein
2012	Établissement d'une vision commune pour Montréal au sein d'une politique alimentaire	Table sur la faim
2012	Importance d'arrimer les programmes et initiatives qui touchent à des aspects connexes de la sécurité alimentaire; Possibilité de prévoir une durée plus longue de financement (minimum 5 ans) permettant aux initiatives de solidifier leurs actions et de tester leur viabilité; Besoin de revoir les outils de suivi du programme	Gaudet et al.
2015	L'environnement alimentaire autour des écoles publiques peut être considéré comme une cible d'intervention pertinente; Les municipalités pourraient être encouragées à appliquer des règlements de zonage modifiant l'environnement alimentaire	Robitaille et al.
2015	La création d'un pôle logistique alimentaire pourrait rendre plus compatible l'approvisionnement local avec des objectifs sociaux d'équité et de sécurité alimentaire	Audet et al.
2016	Mutualisation des ressources (information et infrastructure) Création de partenariat	Voghel Robert
2016	Importance de la mesure d'impact pour être en mesure de bien évaluer la portée de ses actions (à l'échelle d'une organisation)	Fortin et Klein

En résumé, à la lecture de ces constats, il est possible de lire en filigrane que c'est la complexité de l'enjeu de la sécurité alimentaire, dû à sa multidimensionnalité et aux nombreux facteurs et déterminants qui l'influencent que met en lumière cette analyse. Les leviers identifiés appellent à une action plus concertée, structurée et mieux ciblée impliquant une plus grande représentativité des acteurs ayant un pouvoir d'agir sur l'enjeu de la sécurité alimentaire.

Analyse des recherches complémentaires suggérées

L'analyse des éléments nommés par les différents acteurs comme étant des priorités de recherches complémentaires nous permettent de mieux saisir la portée des zones de connaissance encore dans l'ombre de l'enjeu de la sécurité alimentaire à Montréal. Nous avons pu regrouper les différentes suggestions en catégories qui ont été déterminées de façon empirique au fur et à mesure de l'analyse. En cohérence avec les résultats de l'analyse par mots-clés, c'est le concept d'accessibilité alimentaire qui a été le plus étudié et pour lequel nous avons identifié le plus de suggestions pour guider la production de nouvelles connaissances.

Coordination et partenariats

Tableau 11. Recherches complémentaires suggérées par les publications : coordination

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2012	Besoin d'assurer la cohésion et la cohérence entre les services de la Ville, les arrondissements et les différents ministères concernés (en parlant de l'agriculture urbaine)	OCPM
2018	Renforcement des relations entre organisations	Brisebois et Audet
2018	Diffusion et multiplication des partenariats; formation et suivi des partenaires locaux engagés	Aunio et al.

L'ordre chronologique dans lequel sont présentées les pistes de recherches futures permet une lecture, bien que partielle, de l'évolution du développement des connaissances pour chacun des volets. Un exemple intéressant en ce sens est l'enchaînement des publications sur l'enjeu de l'approvisionnement des systèmes alimentaires alternatifs. En effet, de 2014 à 2018, une succession de travaux ont permis d'apporter un éclairage de plus en plus précis sur les besoins concrets des acteurs du terrain en termes d'approvisionnement (Audet et al., 2014; Voghel et al., 2016); puis d'explorer la viabilité des pistes de solutions proposées et les facteurs-clés de succès (Audet et al., 2014; Audet et al., 2017; Arsenault-Héту et al., 2018). Il est plus difficile d'observer un schéma aussi linéaire pour l'enjeu le plus étudié, celui de l'accessibilité alimentaire, notamment à cause de sa multidimensionnalité. En revanche, il est intéressant d'observer comment ont évolué les approches méthodologiques pour l'étudier.

Évolution vers des approches qui impliquent de plus en plus le sujet d'étude (ex. : la recherche-action). Évolution vers la génération et l'utilisation de données primaires qualitatives permettant de mieux comprendre les caractéristiques individuelles (point de vue du sujet en tant que consommateur). Évolution dans le choix d'échelle étudiée vers une emphase sur certaines populations cibles ainsi que les quartiers. Évolution vers l'inclusion de plus d'aspects de l'accessibilité alimentaire, c'est-à-dire que l'emphase de départ sur l'accès physique s'est élargi à une perspective plus large comprenant d'abord l'accès économique, puis les autres composantes de l'accessibilité telles que la diversité et la qualité de l'offre, les préférences culturelles et personnelles, et

Cette section présente une série de conclusions tirées de l'analyse réalisée pour ce métaportrait. Elle a de prendre un peu de recul, mais reste fondée sur les résultats de la démarche et cadrée par les publications recensées.

- > Une grande diversité d'acteurs sont engagés dans la recherche de solutions
- > Une communauté de recherche dynamique a intensifié le développement des connaissances liées à l'enjeu de la sécurité alimentaire à Montréal dans la dernière décennie
- > Des approches écosystémiques et collaboratives de plus en plus adoptées dans les projets touchant la sécurité alimentaire
- > Il n'existe pas de vision ni de définition intégrées élaborées collectivement et partagées parmi les auteurs des publications ni, plus largement, dans l'écosystème de la sécurité alimentaire
- > Il n'existe pas de méthodologie intégrée, partagée et répliquée dans les différents secteurs géographiques ou fonctionnels de l'écosystème, qui rend la compilation d'un portrait complet et les comparaisons difficiles
- > Puisque la recherche et les stratégies en lien avec la sécurité alimentaire ne font pas l'objet d'une coordination à l'échelle de l'écosystème, il y a peu de complémentarité entre les publications et les actions réalisées, et peu de suivi dans le temps
- > Il serait utile d'évaluer plus systématiquement les projets et les programmes mis en place sur l'île de Montréal, avec une méthode permettant de comparer, de communiquer et de répliquer ces évaluations
- > L'état de nos connaissances sur la sécurité alimentaire à Montréal est teinté par l'implication particulièrement forte de certains acteurs (mandataires et bailleurs de fonds), comme le MSSS (aspect santé)

UN PORTRAIT INCOMPLET DE L'ÉCOSYSTÈME

Il existe de grandes inégalités quant aux fonctions et aux liens spécifiques à notre écosystème représentés dans les publications. Cependant, trois remarques s'imposent :
 Ce n'est pas parce qu'une fonction ou un lien a été largement étudié ou constaté que son impact réel est pour autant plus important que tous les autres. Par exemple, l'impact de l'environnement alimentaire

UN CERTAIN NOMBRE DE CONSENSUS DANS LES PUBLICATIONS

Malgré des difficultés à comparer les publications recensées, plusieurs consensus relatifs ont été observés :

- > Il existe un lien direct et fort entre pauvreté et insécurité alimentaire
- > L'insécurité alimentaire a un impact sur la santé des individus
- > Des interventions gouvernementales sont nécessaires pour améliorer la sécurité alimentaire

DES BASES À COMPLÉTER POUR RÉALISER UNE ÉSAC

Les enquêtes périodiques de Statistique Canada permettent aux auteurs des publications de plutôt décrire les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la communauté « île de Montréal », de même que le niveau d'insécurité alimentaire des individus. Le métaportrait illustre cependant des lacunes par rapport aux données que devrait colliger une

- > Certaines de ces données sont disponibles sur le territoire, mais n'ont pas fait l'objet de publication établissant un lien explicite avec la sécurité alimentaire, et n'ont donc pas été recensées pour ce métaportrait

C'est le cas par exemple des rapports du Dispensaire diététique de Montréal sur le coût du panier moyen, ou d'autres rapports en lien avec l'agriculture urbaine.

- > Il semble manquer de l'information qualitative, notamment sur la satisfaction des individus en lien avec l'offre alimentaire ou les horaires d'ouverture des lieux d'achat, sur la perception de la valeur des aliments, etc., et si l'on connaît plutôt bien les acteurs et les ressources qui luttent contre l'insécurité alimentaire, il est plus compliqué de tirer des conclusions sur leur adéquation avec les besoins réels de leurs clientèles cibles ou sur l'évolution de la situation de ces clientèles dans le temps
- > Les bases de données de Statistique Canada sont très intéressantes, car elles reposent sur une méthodologie claire et sont répliquées régulièrement; elles ne permettent cependant pas d'aller dans des échelles très locales ou de mieux cerner certains sous-groupes de la population de Montréal
- > Une ÉSAC requiert la mise sur pied d'une liste d'indicateurs pertinents pour la communauté. Le métaportrait n'a pas permis d'identifier une liste d'indicateurs en lien avec la sécurité alimentaire à Montréal. En revanche, les recherches complémentaires et les interventions du groupe stratégique ont montré qu'il existe certaines listes élaborées par des acteurs locaux, notamment concernant l'insécurité alimentaire. Ces travaux pourraient être mobilisés dans un cadre plus large d'ÉSAC.

Au-delà de la collecte de données, une démarche d'ÉSAC repose également sur une méthodologie qui implique les parties prenantes locales, notamment à travers des groupes de discussion. L'analyse quantitative a montré que même si de plus en plus de publications impliquent leurs sujets et bénéficiaires, ce n'est pas le cas de la majorité. Il existe donc un décalage méthodologique entre les tendances observées dans ce métaportrait et le cadre recommandé pour une ÉSAC. Les séances collectives à venir devraient contribuer à combler ce décalage.

PISTES DE DISCUSSIONS

Cette section vise à générer des échanges lors des phases à venir. Elle se nourrit à la fois du métaportrait mais également de publications non recensées, d'échanges avec des acteurs locaux, et de l'expérience des auteures. Elle comporte ainsi une part de subjectivité, et n'engage que les auteures, Marina Jolly et Judith Colombo.

INTÉGRER L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À UNE VISION PLUS LARGE

L'insécurité alimentaire semble être une préoccupation importante à Montréal et au Québec, où de nombreux programmes s'y attellent. Mais elle est souvent considérée à part de la sécurité alimentaire. Si les deux concepts sont en effet distincts, il est contre-productif de les voir en opposition. L'insécurité alimentaire des individus et des ménages est un enjeu grave et pressant, mais qui devrait être mis dans le contexte plus large de la sécurité alimentaire, et avec une perspective de long terme. C'est une condition pour que les stratégies et actions mises en œuvre sur le territoire soient alignées sur une vision et des objectifs communs pour créer des synergies et générer des impacts positifs à long terme. Lier ces deux concepts permet de reconnaître la place importante des organisations et programmes dont la mission est de lutter contre la faim, et leur complémentarité avec d'autres dimensions de la sécurité alimentaire, comme l'agriculture urbaine et l'éducation. En fin de compte, cette perspective permet de reconnaître que la lutte contre la faim et la lutte contre la pauvreté sont étroitement liées et d'envisager des actions autrement qu'en silo.

INTÉGRER L'ENJEU DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LA PLANIFICATION TERRITORIALE

Un élan a été donné avec l'adoption d'une politique bioalimentaire pour le Québec et la création d'un conseil des politiques alimentaires à Montréal en 2017, et le moment est donc particulièrement favorable à l'identification de solutions concertées soutenues par toutes les parties prenantes concernées. Cependant, à l'heure actuelle, la sécurité alimentaire n'est pas un enjeu considéré de manière écosystémique. Les acteurs gouvernementaux s'y attaquent souvent en silo, et parfois même sans réaliser que leurs programmes ont un impact sur la sécurité alimentaire ou l'insécurité alimentaire lorsqu'ils adoptent des programmes spécifiques en fonction de cibles déterminées en lien avec leur mission (santé, développement social, environnement, etc.) (Martorell, 2017). L'exemple d'Edmonton pourrait à ce titre être inspirant. La ville a en effet conçu sa stratégie (Ville d'Edmonton, 2012) en l'arrimant clairement avec ses autres plans.

L'ÉSAC étant un outil développé au service d'une planification territoriale intégrée et adaptée, il serait intéressant qu'un acteur « macro » ou transversal à la région montréalaise s'en empare et pousse la démarche à la réalisation du projet Faim « Zéro » à Montréal.

CONSIDÉRER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE COMME UN SUJET DE RECHERCHE MULTIDISCIPLINAIRE ET MULTIPARTENARIAL

La définition de la sécurité alimentaire provenant de la DSP utilisée pour ce métaportrait illustre bien le caractère multidimensionnel de l'enjeu : économique, social, culturel, etc. Il est normal que les acteurs universitaires l'éclaircent en fonction de leur domaine d'expertise, mais pour bien comprendre l'enjeu dans sa

globalité, il serait nécessaire de constituer des équipes multidisciplinaires qui se donneraient une définition et un cadre communs et mettraient au point des indicateurs multidimensionnels de manière coordonnée (TEEB, 2011).

Ces données qualitatives sont importantes, notamment pour comprendre les habitudes, les désirs et les préférences des citoyens ainsi que les dynamiques en jeu sur le territoire (Cohen, 2002), la conception et la réalisation d'enquêtes détaillées et régulières est un travail titanesque pour des acteurs gouvernementaux ou universitaires. Une solution pour utiliser le tissu d'acteurs de terrain à Montréal comme un levier consisterait à développer des partenariats entre universités et organismes, soutenus par des programmes de financement dédiés, acemenRu sur Td [(eomles parmes

alimentaire des individus et des ménages ». Dans une optique de long terme, autonomiser les citoyens semble une piste intéressante pour sortir les plus vulnérables d'une dépendance au dépannage alimentaire et peut-être lever certains stigmates liés à l'utilisation des banques alimentaires, qui ne seraient qu'une solution temporaire orientant les bénéficiaires vers d'autres ressources complémentaires. La première stratégie de sécurité alimentaire de la province de l'Ontario reconnaît ainsi l'importance des banques alimentaires, tout en soulignant qu'elles sont des solutions de court terme (OPHA, 2017). Cependant, créer un tel parcours pour les bénéficiaires nécessiterait une collaboration des acteurs du secteur de la faim et l'élaboration d'une stratégie intégrée soutenue par diverses sources de financement, et avec une vision à long terme (Martorell, 2017; OPHA, 2017), ainsi que la conception d'outils d'évaluation adaptés.

Enfin, les pistes suggérées plus haut quant au financement et aux partenariats de recherche universités/organismes aideraient les acteurs de terrain à développer des projets sur du plus long terme, à les faire

Annexe 1. Programmes, politiques et cadres de références liés à la sécurité alimentaire, de 2006 à ce jour

2004-2009 Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

2006-2012

Annexe 4. Liste de cartographies disponibles en ligne

- *Cartographie du système alimentaire de l'est de Montréal*, Chaire de recherche sur la transition écologique, UQAM
- *Carte des banques alimentaires au Québec*
- *Biopolis* - Carte des projets mettant en valeur la biodiversité à Montréal
- *Cultive ta ville* Portail québécois de l'agriculture urbaine
- *211 – Grand Montréal*

Annexe 5. Liste de bases de données accessibles

- Statistique Canada
- *Dépenses alimentaires détaillées* (base de données annuelle)
- *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* (composante annuelle)
- Données ouvertes – Ville de Montréal
- *Cartographie et autres données pertinentes à l'alimentation et à l'agriculture urbaine*
- *MAPAQ Transformation et distribution alimentaire* producteurs agricoles
- *Enquête sur l'offre alimentaire et d'activité physique dans les écoles* (USherbrooke)
- Institut de la statistique du Québec
- *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire*
- Outils de géolocalisation ou systèmes d'information géographique (SIG)
- *Liste de logiciels disponibles* (Wikipédia)
- *Répertoire des initiatives alternatives du système agroalimentaire montréalais* Eliane Brisebois, Chaire de recherche sur la transition écologique, UQAM

Brisebois, É. (2017). Répertoire des initiatives alternatives du système agroalimentaire montréalais, Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, *Les cahiers de recherche* 062-063, 2017.

Brisebois, É. et Audet, R. (2018). Portrait des systèmes alimentaires alternatifs au Québec : enjeux, organisation, contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique. *Cantine pour tous* (2018, février). Étude de marché et inventaire des ressources. Créneau PAAPA. Rapport nal, COOP Interface, février 2018, 50 p.

Clary, C. M., Ramos, Y., Shareck, M. et Kestens, Y. (2014). Should we use absolute or relative measures when assessing foodscape exposure in relation to fruit and vegetable intake? Evidence from a wide-scale Canadian study. *Preventive medicine*, 63, 83-87.

Comité mobilisation politique (2007). Pour une politique nationale de l'alimentation au Québec, Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, 21 juin 2007.

Daniel, M., Kestens, Y. et Paquet, C. (2009). Demographic and urban correlates of healthful and unhealthful food availability in Montréal, Canada. *Canadian Journal of Public Health/Revue canadienne de santé publique*, 100(2), 189-193.

Duchemin, É., Wegmuller, F. et Legault, A. M. (2010). Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. *Vertigo*, 10(2).

Engler-Stringer, R. (2010). The domestic foodscapes of young low-income women in Montreal: cooking practices in the context of an increasingly processed food supply.

BIBLIOGRAPHIE

Publications recensées dans le métaportrait

Apparcio, P., Cloutier, M. S., et Shearmur, R. (2007). The case of Montreal's missing food deserts: evaluation of accessibility to food supermarkets. *International journal of health geographics*, 6, 1-14.

Arsenault-Héту, C., Audet, R. et Brisebois, É. (2018). Pratiques, intérêts et défis de l'approvisionnement alimentaire. Étude de faisabilité sur la mise en place d'un regroupement d'achats régional de produits locaux ou d'un projet de mutualisation de l'approvisionnement pour des organismes solidaires et les réseaux alternatifs à Montréal. *Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique*

Audet, R., Lefèvre, S. et El-Jed, M. (2014). La démarche d'innovation des marchés de quartier de Montréal : Vers une transition socio-écologique du système agroalimentaire. *Les cahiers de la CRSA* Direction Recherche, n° 01-2014, 44 p.

Audet, R., Lefèvre, S. et El-Jed, M. (2015). La mise en marché alternative de l'alimentation à Montréal et la transition socio-écologique du système agroalimentaire. *Les cahiers de recherche* 052-053, 2015.

Audet, R., Lefèvre, S., Brisebois, É. et El-Jed, M. (2017). Structuring Tensions and Key Relations of Montreal Seasonal Food Markets in the Sustainability Transition of the Agri-Food Sector. *Sustainability*, 9(3), 320.

Banques alimentaires du Québec (2017). Bilan Faim Québec.

Beaudry, E. (2011). Comité sécurité alimentaire de la Table de quartier du nord-ouest de l'île de Montréal, réalisé par la Coopérative de travail Interface, 59 p.

Bergeron, P. et Paquette, M.-C. (2014). Les mesures de repas scolaires subventionnés et leurs impacts sur l'alimentation et le poids corporel des jeunes. Expériences étrangères et perspectives pour le Québec 2014, Institut national de santé publique du Québec.

Bertrand, L., Thérien, F. et Cloutier, M. S. (2008). Measuring and mapping disparities in access to fresh fruits and vegetables in Montreal. *Canadian Journal of Public Health/Revue canadienne de santé publique*

Bertrand, L., Thérien F., Goudreau, S. et Fournier, M. (2013). Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal, 2013, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.

Blouin, C., Robitaille, É., Le Bodo, Y., Dumas, N., De Wals, P. et Laguë, J. (2017). Aménagement du territoire et politiques favorables à un mode de vie physiquement actif et à une saine alimentation. *Urbanisme et Politiques*, 78, 19-48.

- Raynault, M. F., Tessier, S. et Thérien, F. (2015). Pour des logements sains et abordables. Direction régionale de santé publique CIUSSS du Centre de l'île-de-Montréal : Montréal, QC, Canada
- Robitaille, É., Bergeron, P., et Laguë, J. (2013). Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec : analyse de situation et perspectives d'interventions. Direction du développement des individus des communautés, Institut national de santé publique Québec.
- Robitaille, É., Paquette, M.-C., Cutumisu, N., Lalonde, B., Cazale, L., Traoré, I. et Camirand, H. (2015). L'environnement alimentaire autour des écoles publiques et la consommation de malbouffe le midi par des québécois du secondaire. Institut national de santé publique Québec.
- Rodier, F. et Durif, F. (2015). *habitudes de consommation et d'approvisionnement alimentaire des résidents de deux déserts alimentaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve* : ESG, UQAM.
- Rodier, F., Durif, F. et Ertz, M., (2017). Food deserts: is it only about access?, *British Food Journal*, Vol. 119 Issue: 7, 1495-1510.
- Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S. et Potvin, L. (2015a). Food capacity and satisfaction in participants in food security community interventions in Montreal. *Canadian health promotion international* (14), 879-887.
- Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S., et Potvin, L. (2015b). Traditional alternative community food security interventions in montreal, Quebec: different practices, different people. *Journal of community health*, 40(2), 199-207.
- Roncarolo, F., Bisset, S. et Potvin, L. (2016). Short-term effects of traditional and alternative community interventions to address food insecurity. *Public Health*, 111(3), e0150250.
- Rondeau, J. (2016). Portrait montréalais des recherches sur le système alimentaire, Montréal Métropole en santé (Système alimentaire montréalais [SAM]), 61 p., Récupéré de <https://sam.montrealmetropoleensante.ca/ressources>.
- Table de concertation sur la faim (2012, mai). Pour un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise, Mémoire de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain.
- Van Hulst, A., Barnett, T. A., Gauvin, L., Daniel, M., Kestens, Y., Bird, Lambert, M. (2012). Associations between children's diets and features of their residential and school neighbourhood food environments. *Canadian Public Health* 103(9), 48-54.
- Voghel Robert, M.-É. (2016, mars) Portrait de L'approvisionnement des initiatives alimentaires alternatives, Réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs, 62 p.
- Yorn, C., Bachand, N., Puskas, G. et Bisson, M. (2012). Mangez frais, mangez près. Analyse transversale sur les circuits courts et les saines habitudes de vie au Québec, Equiterre, 54 p.
- Guilbert, S. (2015). *Qu'est-ce qu'un désert alimentaire?* Disponible en ligne à http://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/1766_achats_aliments_quebecois.pdf.
- Carter et al. (2013). Place and food insecurity: a critical review and synthesis of the literature. *Public Health Nutrition*: 17(1), 94-112.
- Cohen, B. (2002). USDA Community Food Security Assessment Toolkit. Disponible en ligne à https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/43164/15809_efan02013fm_1_.pdf?v=41
- Cole, M. B. et al. (2018). The Science of Food Security. *npj Science of Food*.
- Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. (2008). Cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité dans la région de Montréal 2008-2012.
- Ericksen, P.J. (2007). Conceptualizing food systems for global environmental change research. *Global Environmental Change* (16): p. 234–245
- IUCN (2013). Politiques de sécurité alimentaire : établir des liens entre les systèmes alimentaires.
- Gland, Suisse : IUCN.
- Morais, P. (2005). La pauvreté et l'exclusion : les plus importants problèmes des droits et libertés, Allocation devant Centraide Québec, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 11 mai 2005.
- Martorell, Hugo. (2017). The Evolution of City-Region Food Governance in Montreal. *Montreal Food Politics, Policy and Planning Under Quebec's Neoliberal Turn*. Thèse dans le cadre du programme d'art, Université Concordia, Montréal, 137pp
- Miles, M. B. et Huberman, A. M. (2003). *Qualitative data analysis* De Boeck Supérieur, 2e édition, 626 p.
- National Research Council and Institute of Medicine (2013). Research Opportunities Concerning the Causes and Consequences of Child Food Insecurity and Hunger: A Workshop Summary. N. Kirkendall, C. House, and C.F. Citro, Rapporteurs. Committee on National Statistics, Division of Behavioral and Social Sciences and Education. Food and Nutrition Board of the National Academies of Medicine. Washington, DC: The National Academies Press.
- OPHA (2017). OPHA's Response to Ontario's First Food Security Strategy. Disponible en ligne à <http://www.oha.on.ca/Events-News-and-Media/News/Ontario%E2%80%99s-First-Food-Security-Strategy.aspx>.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2006) *Division de l'économie agricole et du développement (ESA) de la FAO et Programme de sécurité alimentaire CE-FAO: Sécurité alimentaire - notes d'orientation*. 4p.
- Gegeau, M., Bertrand, L., Marier, C., Morrow, C. et St-Denis, A. (2008). Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. Mise à jour 2008.

Projets en cours n'ayant pas fait l'objet d'une publication

- Aunio, A.-L., Martorell, H. et Janvier, G. (en cours), Mobiliser des nouvelles technologies pour transformer les villes et bâtir des communautés de changement, Justice et durabilité alimentaire Projet de recherche collaborative, Collège Dawson, 2018-2020 (étude en cours).
- Moisson Montréal (en cours). Diagnostic des pratiques en sécurité alimentaire sur l'île de Montréal.
- Potvin et al. (en cours), Que deviennent les personnes qui demandent de l'aide alimentaire? Des partenaires engagés.

Autre documentation

- Anderson S. (1990). Life sciences research of ce report: Core indicators of nutritional state for dif cult-to-sample populations. *J Nutr* 1990;120:1555–600. PMID: 2243305.
- Arnstein, S. R. (1969). A Ladder of Citizen Participation, *JAIP*, Vol. 35, No 4, July 1969, 216-224.
- Bilodeau, A. (2006). Évaluation de la planification du programme de subventions en sécurité alimentaire. Comité de pilotage du projet. Direction de Santé Publique. Agence de la santé et de services sociaux de Montréal.
- Blanchet, C. et Rochette, L. (2014). Les achats alimentaires des Québécois de 2006 à 2010 au regard de la saine alimentation. Surveillance des saines habitudes de vie, volume 2. Institut national de santé publique du

